

RAPPORT SEMESTRIEL 2015

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2015, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2015	2
1.1. Note préliminaire	2
1.2. Faits marquants du premier semestre 2015	2
1.3. Evolution de l'activité et des résultats	4
1.4. Flux de trésorerie et financement	12
1.5. Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	20
1.6. Transactions entre les parties liées	22
1.7. Perspectives	22
1.8. Evénements postérieurs à la clôture	22
2. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015	23
2.1 Etats financiers consolidés semestriels	23
2.2 Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	28
Note 1 : Informations générales	28
Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2015	28
Note 3 : Principes et méthodes comptables	29
Note 4 : Saisonnalité	30
Note 5 : Information sectorielle	31
Note 6 : Eléments du résultat opérationnel	32
Note 7 : Impôt sur le résultat	32
Note 8 : Ecart d'acquisition	33
Note 9 : Acquisitions et cessions	35
Note 10 : Capital souscrit	37
Note 11 : Paiements en actions	37
Note 12 : Passifs financiers	38
Note 13 : Garanties et cautions données	40
Note 14 : Provisions pour risques et charges	41
Note 15 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	41
Note 16 : Résultat par action	42
Note 17 : Dividende par action	43
Note 18 : Information complémentaire sur les instruments financiers	44
Note 19 : Transactions avec les parties liées	49
Note 20 : Evénements postérieurs à la clôture	49
Note 21 : Périmètre de consolidation	50
2.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2015 (période du 1er janvier au 30 juin 2015)	62
3. Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel	63

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2015

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes semestriels consolidés au 30 juin 2015 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2015, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2014, figurant au paragraphe 4.1 du Document de référence 2014.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2015 et du premier semestre 2014 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015

1.2.1. ACQUISITIONS EN CHINE

Depuis le début de l'année, le Groupe a réalisé quatre acquisitions, stratégiquement positionnées sur le marché chinois de la Construction, de l'Industrie et des Biens de consommation. Trois d'entre elles ont contribué à la croissance par acquisition au premier semestre 2015 : Ningbo Hengxin (Industrie), Shandong Chengxin (Construction) et CTS (Biens de consommation). Le 9 juillet 2015, Bureau Veritas a également finalisé l'acquisition de Shanghai Xietong, qui marque une nouvelle étape dans le cadre de l'instauration d'une plate-forme nationale pour le contrôle technique réglementaire de projets de construction d'actifs industriels en Chine.

Les opérations de rachat réalisées en Chine en 2015 représentent 65 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé et 1500 employés supplémentaires au plan local. Au 30 juin 2015, la part de la Chine dans le chiffre d'affaires total du Groupe s'établissait à 14,7% (à comparer à 12,4% au S1 2014), avec plus de 12 000 employés.

En dépit du ralentissement de la croissance du PIB, la Chine demeure l'un des pays les plus dynamiques au monde avec d'importants besoins en infrastructures, transports et production d'énergie. Les leviers de croissance structurelle tels que le développement de la classe moyenne, une plus grande sensibilisation à l'environnement et l'amélioration constante des normes de qualité locales sont autant de catalyseurs importants pour le segment du TIC (Test, Inspection, Certification).

L'expansion en Chine revêt une dimension stratégique pour Bureau Veritas et la libéralisation du marché offre de nombreuses opportunités.

1.2.2. FAIBLE NIVEAU DES PRIX DU PETROLE ET IMPACT SUR LES ACTIVITES DU GROUPE

Le premier semestre 2015 a été marqué par la persistance du faible niveau des cours du pétrole et ses conséquences : un report des investissements et un renforcement progressif de la pression sur les prix.

Les activités les plus touchées sont l'Industrie et l'Inspection & Vérification en service (IVS), qui sont exposées à la diminution des opérations de forage aux États-Unis, aux reports de lancement de projets (en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Australie) ainsi qu'aux pressions sur les prix exercées par les clients du secteur Pétrole & Gaz.

Le segment Matières Premières bénéficie de l'environnement actuel dans les activités liées au raffinage et au commerce international; seuls les tests réalisés en amont, pendant les phases d'exploration ont été négativement impactés.

Comme anticipé, l'impact des bas prix du pétrole a été de (1,7) point sur la croissance organique du Groupe au S1 2015. L'impact sur la marge opérationnelle ajustée du S1 2015 a été de (40) points de base.

1.2.3. POURSUITE DES INITIATIVES VISANT A ACCELERER LA CROISSANCE ORGANIQUE

Parmi les initiatives de croissance, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie globale pour les grands comptes, afin de renforcer sa pénétration auprès des grandes multinationales.

La stratégie repose sur trois piliers : i) identifier et sélectionner les comptes stratégiques ; ii) structurer la « famille professionnelle » des responsables grands comptes iii) répondre aux besoins spécifiques des différents secteurs du marché pour fournir des services à valeur ajoutée supplémentaires aux clients actuels et futurs.

Le Groupe a ainsi sélectionné plus de 170 comptes stratégiques sur la base d'un potentiel de chiffre d'affaires sur 3 ans. Au S1 2015, le groupe a commencé à bénéficier de cette stratégie commerciale, notamment en Europe.

Les autres initiatives de croissance seront présentées à l'occasion des journées investisseurs les 6 et 7 octobre 2015.

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014	Variation
Chiffre d'affaires	2 318,7	1 967,4	+17.9%
Achats et charges externes	(652,6)	(553,1)	
Frais de personnel	(1 209,7)	(1 030,4)	
Autres charges	(120,8)	(105,4)	
Résultat opérationnel	335,6	278,5	+20,5%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,3	-	
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	335,9	278,5	+20.6%
Résultat financier	(47,6)	(40,5)	
Résultat avant impôts	288,3	238,0	+21.1%
Impôts sur les résultats	(106,1)	(77,1)	
Résultat net	182,2	160,9	+13.2%
Intérêts minoritaires	7,1	6,9	
Résultat net part du groupe	175,1	154,0	+13.7%

1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires au S1 2015 a atteint 2 318,7 millions d'euros, en progression de 17,9% par rapport au S1 2014.

- La croissance organique au S1 2015 s'élève à 3,6%, dont 3,0% au deuxième trimestre.

Les activités ont connu une évolution différente selon les zones géographiques : dans la région Europe Moyen-Orient Afrique (43% du chiffre d'affaires au S1 2015 ; 5,3% de croissance organique), elles ont bénéficié à la fois des initiatives commerciales lancées en 2014 et de l'amélioration de l'environnement économique. Sur le continent américain (28% du chiffre d'affaires ; 1,4% de croissance organique), l'activité accuse un début de ralentissement dû au contexte de baisse des prix du pétrole. En Asie-Pacifique (29% du chiffre d'affaires ; 2,9% de croissance organique), les activités ont été contrastées avec de solides performances en Asie, partiellement compensées par un repli en Australie, dû à la faiblesse de l'industrie minière et des marchés Pétrole & Gaz.

La croissance organique a été particulièrement soutenue dans les divisions suivantes:

- l'activité Marine & Offshore (+11,7%) a bénéficié du rebond de la certification des équipements dans les nouvelles constructions et de gains de parts de marché dans les navires en-service ;
- la croissance organique de la division Matières Premières (+5,5%) a été portée par l'accroissement des échanges de matières premières et plus particulièrement dans l'Agriculture ;
- la performance de l'activité Certification (+4,4%) tient au redressement en Europe et sur le continent américain, ainsi qu'à des succès commerciaux.

Comme attendu, les activités liées au Pétrole & Gaz ont commencé à voir les effets d'un contexte de prix bas, principalement dans l'Industrie (+3,6% de croissance organique) et l'IVS (+1,8%).

Dans les deux cas, les activités ne relevant pas du secteur Pétrole & Gaz affichent de bonnes performances, en particulier en Europe.

L'activité Biens de consommation (+3,4% de croissance organique) a été légèrement impactée par le lancement différé de certains produits par des clients clés dans les produits Électriques & Électroniques.

L'activité Construction a réussi à enregistrer une croissance organique de +1,0%, grâce à une répartition géographique de plus en plus diversifiée qui a permis de compenser l'impact de la France sur la performance.

Dans l'activité Services aux gouvernements & Commerce international (GSIT), la croissance organique s'est repliée de 2,9% en raison d'une base de comparaison élevée dans l'activité de vérification de conformité en Iraq et de certains retards de lancement de nouveaux contrats.

- Les acquisitions ont contribué à la croissance à hauteur de 5,4% incluant la contribution des acquisitions de l'année dernière et celles réalisées en Chine depuis le début de l'année.
- Les variations des taux de change ont eu un impact positif de 8,9% du fait de l'appréciation de la plupart des devises face à l'euro.

1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 335,6 millions d'euros, en hausse de 20,5% par rapport au S1 2014.

1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le résultat opérationnel "ajusté" est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments jugés comme non récurrents.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014	Variation
Résultat opérationnel	335,6	278,5	+20,5%
Amortissement des intangibles	34,3	30,2	
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	-	1,5	
Autres charges liées aux acquisitions	0,3	0,1	
Cessions et restructurations	0,1	(0,3)	
Résultat opérationnel ajusté	370,3	310,0	+19,5%

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 34,7 millions d'euros, à comparer à 31,5 millions d'euros au S1 2014, et se décomposent de la façon suivante :

- 34,3 millions d'euros d'amortissement des intangibles, en augmentation par rapport au S1 2014 (30,2 millions d'euros), suite aux acquisitions ;
- 0,4 million d'euros d'autres charges liées aux acquisitions, cessions et restructurations.

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 370,3 millions d'euros, en hausse de 19,5% par rapport au S1 2014 et en progression de 7,1% à taux de change constants.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 16,0% au S1 2015, en augmentation de 0,2 point par rapport au S1 2014. L'impact positif des taux de change est de 0,5 point.

La marge est en progression dans l'ensemble des activités, à l'exception de l'Industrie et de l'IVS, du fait de leur exposition au secteur Pétrole & Gaz, et de la division GSIT, compte tenu de la réduction des volumes en Iraq et des coûts de lancement des nouveaux contrats. La baisse de la rentabilité des activités du Groupe liées au secteur Pétrole & Gaz a eu un impact négatif sur la marge de 40 points de base, qui a été plus que compensé par les initiatives d'excellence opérationnelle et l'impact de change positif.

Parmi les activités les plus contributrices, l'activité Marine & Offshore a profité de la hausse importante des tests sur les équipements en Asie, tandis que les Biens de consommation ont bénéficié de la mise en place continue des initiatives de Lean management.

Dans les autres activités, les marges ont crû grâce à une amélioration du mix (Construction) et les bénéfices des actions de restructuration mises en place en 2014 (Matières Premières).

1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014
Coût de l'endettement financier brut	(41,8)	(38,3)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2,5	0,7
Coût de l'endettement financier net	(39,3)	(37,6)
Ecart de change	(3,7)	(0,2)
Coût financier des régimes de retraites	(2,1)	(1,6)
Autres	(2,5)	(1,1)
Résultat financier	(47,6)	(40,5)

La charge financière nette, qui s'élève à 39,3 millions d'euros au premier semestre 2015, est en augmentation de 1,7 million d'euros par rapport à la même période en 2014 (charge de 37,6 millions d'euros). Cette hausse provient de l'augmentation de l'endettement pour financer les acquisitions, tandis que le taux d'intérêt moyen de la dette est en légère baisse. La perte de change de 3,7 millions d'euros provient de la dépréciation de certaines devises de pays émergents par rapport au dollar américain au premier semestre 2015.

1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 106,1 millions d'euros au S1 2015, contre 77,1 millions d'euros au S1 2014. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 36,8% au S1 2015 contre 32,4% au S1 2014. Le TEI ajusté est de 35,8%, à comparer à 31,6% au S1 2014, il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents. L'augmentation observée par rapport à l'exercice antérieur est essentiellement due à la saisonnalité défavorable de l'impôt au premier semestre, à l'accroissement des impositions exigibles en France et notamment sur les distributions de dividendes.

1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe s'élève à 175,1 millions d'euros au S1 2015. Le bénéfice net par action est de 0,40 euro, en progression de 14,3% par rapport au S1 2014.

1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des autres charges opérationnelles nettes d'impôt.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014
Résultat net part du Groupe	175,1	154,0
BPA ^(a) <i>(euros par action)</i>	0,40	0,35
Autres charges opérationnelles	34,7	31,5
Effet d'impôt sur les autres charges opérationnelles	(9,5)	(8,0)
Résultat net ajusté part du groupe	200,3	177,5
BPA ajusté ^(a) <i>(euros par action)</i>	0,46	0,41

(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 436 506 317 actions au S1 2015, et de 437 061 389 actions au S1 2014

Le résultat net part du Groupe ajusté s'élève à 200,3 millions d'euros au S1 2015. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,46 euro au S1 2015, en progression de 12,2% par rapport au S1 2014.

1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires du premier semestre

(millions d'euros)	2015	2014	Croissance en %			
			totale	organique	périmètre	change
Marine	202,2	150,4	34,4%	11,7%	15,0%	7,7%
Industrie	534,3	460,6	16,0%	3,6%	3,2%	9,2%
IVS	287,5	265,6	8,2%	1,8%	1,7%	4,7%
Construction	274,3	213,6	28,4%	1,0%	20,1%	7,3%
Certification	174,9	160,4	9,0%	4,4%	-	4,6%
Matières Premières	391,0	328,7	19,0%	5,5%	4,0%	9,5%
Biens de consommation	322,3	261,9	23,1%	3,4%	1,3%	18,4%
GSIT	132,2	126,2	4,8%	(2,9)%	3,5%	4,2%
Total 1er semestre (S1)	2 318,7	1 967,4	17,9%	3,6%	5,4%	8,9%

IVS : Inspection & Vérification en Service

GSIT : Services aux gouvernements & Commerce international

Évolution du résultat opérationnel ajusté du premier semestre

(millions d'euros)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation (points)
Marine	54,7	40,2	+36,1%	27,1%	26,7%	+0,4
Industrie	74,6	68,5	+8,9%	14,0%	14,9%	(0,9)
IVS	31,0	30,3	+2,3%	10,8%	11,4%	(0,6)
Construction	38,8	27,8	+39,6%	14,1%	13,0%	+1,1
Certification	29,3	26,6	+10,2%	16,8%	16,6%	+0,2
Matières Premières	44,9	36,3	+23,7%	11,5%	11,0%	+0,5
Biens de consommation	76,7	59,9	+28,0%	23,8%	22,9%	+0,9
GSIT	20,3	20,4	(0,5)%	15,4%	16,2%	(0,8)
Total 1er semestre (S1)	370,3	310,0	+19,5%	16,0%	15,8%	+0,2

Certaines réaffectations d'activité industrielles entre divisions ont été opérées au 1^{er} semestre 2015. Les données du premier semestre 2014 tiennent compte de la nouvelle réaffectation afin de permettre une meilleure comparabilité.

MARINE & OFFSHORE

L'activité a enregistré une croissance organique de 11,7% au S1 2015, provenant des deux segments:

- l'activité liée aux navires en service (59% du chiffre d'affaires) a été dynamique grâce à la croissance de la flotte classée et à l'augmentation des visites spéciales. A fin juin 2015, la flotte classée atteint 107,2 millions de tonnes en hausse de 8,2% par rapport au à fin juin 2014;
- les navires en construction (41%) ont bénéficié de la poursuite de la croissance des certifications d'équipements. Les nouvelles commandes de navires s'élèvent à 4,2 millions de tonneaux à fin juin 2015, contre 5,2 millions à fin juin 2014.

La croissance par acquisition provient de la société MatthewsDaniel, acquise en septembre 2014.

La marge s'améliore au S1 2015 par rapport au S1 2014 à 27,1%, grâce à l'augmentation du volume d'activité et un impact de change positif.

2015 devrait être une année de forte croissance, grâce aux livraisons de nouveaux navires et à une croissance continue de l'activité en service.

INDUSTRIE

La croissance organique a ralenti au S1 2015, avec des performances contrastées en fonction des marchés finaux.

Les activités liées au Pétrole & Gaz subissent l'impact de la baisse des cours du pétrole, avec des décalages sur les projets et une pression sur les prix, principalement sur le continent américain et en Australie. L'activité en Europe tire les bénéfices d'une meilleure organisation commerciale, et d'un niveau d'activité soutenu avec les clients dans l'électricité et le nucléaire en France.

La croissance par acquisition provient de la consolidation de Ningbo Hengxin, une société chinoise spécialisée dans le contrôle non destructif et les tests métallurgiques, ainsi que de DTI aux Etats-Unis.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 14,0%, à comparer à 14,9% au S1 2014. La baisse est liée au ralentissement du secteur Pétrole & Gaz.

Au S2 2015, l'impact de la baisse des cours du Pétrole & Gaz sur le chiffre d'affaires devrait s'accroître. Le développement de l'activité en Europe, la diversification sectorielle (électricité, industrie manufacturière, transports et industrie minière), le renforcement sur les services OPEX et des mesures de réduction des coûts devraient cependant permettre de compenser partiellement cet impact.

INSPECTION & VERIFICATION EN SERVICE (IVS)

La croissance organique s'est améliorée au S1 2015, malgré l'impact négatif des activités liées au Pétrole & Gaz au Canada.

Le redressement se confirme en Europe, notamment en Espagne, au Royaume-Uni et en France. Aux Etats-Unis, l'activité est également en hausse, notamment grâce à la réorganisation commerciale. En Asie, l'activité bénéficie du lancement de nouveaux services (Japon).

La marge au S1 2015 s'établit à 10,8%, à comparer à 11,4% au S1 2014. La baisse est liée à la contraction de l'activité au Canada.

Pour le S2 2015, le Groupe anticipe la poursuite du redressement en Europe, et la contribution positive du lancement de nouveaux services en Asie et en Amérique latine. Cependant la baisse d'activité au Canada devrait continuer à peser sur la performance de la division.

CONSTRUCTION

L'activité Construction a enregistré une croissance positive, en amélioration par rapport au second semestre de 2014 grâce à l'évolution du mix géographique, en faveur des zones en croissance (principalement en Chine, en Amérique latine, et au Moyen-Orient). Celles-ci représentent 39% du chiffre d'affaires de la Construction au S1 2015. La Chine est désormais le second pays de l'activité Construction en termes de chiffre d'affaires. L'activité en France (39%) reste en retrait, mais les prises de commandes s'améliorent.

La croissance par acquisition provient de la consolidation de Shandong Chengxin en Chine et de Sistema-PRI au Brésil. L'évolution du mix géographique en faveur de l'Asie a un impact positif sur la marge, qui s'améliore à 14,1%, à comparer à 13,0% au S1 2014.

Au second semestre 2015, le Groupe bénéficiera de la montée en charge des contrats au Moyen-Orient. Il poursuivra sa stratégie d'expansion hors d'Europe, notamment en Amérique latine et en Chine. L'acquisition début juillet de la société chinoise Shanghai Xietong, spécialisée dans la supervision de projets de construction d'actifs industriels, s'intègre dans cette stratégie. Enfin, la reprise des nouvelles ventes en France va dans le sens d'une stabilisation de l'activité en fin d'année, avant un possible redémarrage en 2016.

CERTIFICATION

L'activité a confirmé son redressement au premier semestre 2015, grâce à des niveaux d'activité supérieurs en Europe et sur le continent américain pour les schémas conventionnels QHSE (ISO 9K, 14K, 18K), les services liés à la chaîne d'approvisionnement (Auto et Aéronautique), les services d'audit de fournisseurs et de formation. Le Groupe a enregistré des succès commerciaux importants sur des contrats de services globaux.

La marge opérationnelle ajustée est en progression à 16,8%, à comparer à 16,6% au S1 2014, principalement grâce aux effets de changes.

L'activité devrait bénéficier du lancement des nouveaux schémas QHSE (ISO 9K, 14K), qui seront officiellement lancés à la rentrée 2015. Elle profitera également du déploiement des contrats de services globaux pour les Grands comptes internationaux, ainsi que du développement dans les services pour la certification de la chaîne d'approvisionnement (alimentaire, automobile, aéronautique), la sécurité informatique, les appareils médicaux, et les formations. Par zone géographique, le Groupe voit des opportunités de croissance sur le continent américain, ainsi qu'en Asie.

MATIERES PREMIERES

La croissance organique a poursuivi son rebond au cours du premier semestre 2015:

- le segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques a crû de 4,4% en organique, reflétant la bonne progression des activités liées au commerce international et au raffinage et la baisse des activités liées aux sables bitumineux au Canada ;
- les Métaux & Minéraux enregistrent une croissance organique de 3,9%, grâce à la hausse des activités liées au commerce international. Les services liés à l'*upstream* sont en très légère croissance ;
- le segment Agriculture enregistre une croissance organique très forte de 20,6%, grâce aux bonnes récoltes de 2014.

La croissance par acquisition provient de la consolidation des sociétés Analyst et Andes Control acquises l'an dernier, sur le continent américain.

La marge opérationnelle s'améliore, grâce aux mesures de restructuration, aux initiatives de *Lean management*, et un impact de change positif.

En 2015, le segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques devrait continuer à générer une croissance organique solide et le segment Agriculture devrait poursuivre son expansion. A l'inverse la visibilité reste réduite dans le segment Métaux & Minéraux, en raison de la faiblesse de l'exploration. Le Groupe poursuit ses investissements dans des plateformes IT, et le développement de nouveaux services.

BIENS DE CONSOMMATION

La croissance des Biens de consommation a ralenti au cours du premier semestre 2015, à 3,4% reflétant principalement des décalages de lancement de nouveaux produits dans les Produits électriques et électroniques. L'activité reste dynamique sur le segment des Textiles et Vêtements, avec des gains de parts de marché auprès des grands comptes américains. Les tests réalisés sur les Jouets et Autres biens durables sont encore en retrait.

Conformément aux initiatives de développement, de nouveaux laboratoires ont été ouverts en Chine, à Taiwan, et au Vietnam au premier semestre, couvrant les tests dans le Wireless, l'Automobile et le Textile.

La croissance par acquisition provient de CTS en Chine.

La marge opérationnelle s'améliore, grâce notamment aux gains de productivité issus des initiatives Lean management et aux effets de change.

Le Groupe anticipe au second semestre 2015 une croissance en ligne avec celle du premier semestre. Bureau Veritas poursuit les initiatives de développement couvrant les marchés domestiques asiatiques et les nouveaux marchés (Smartworld, Automobile, Accessoires, Alimentaire).

SERVICES AUX GOUVERNEMENTS & COMMERCE INTERNATIONAL (GSIT)

La croissance organique est en repli au cours du premier semestre 2015, principalement à cause du faible niveau d'activité en Irak, non compensé par l'expansion des contrats existants au Moyen-Orient et en RDC. En parallèle, les activités de diversification (commerce international et automobile) sont en croissance.

La croissance par acquisition provient de Quiktrak (Etats-Unis), une société acquise l'an dernier.

La marge opérationnelle de la division GSIT est en retrait à 15,4%, à comparer à 16,2% au S1 2014, en raison de la réduction des volumes en Iraq et des coûts de lancement des nouveaux contrats.

En 2015, le Groupe anticipe un retour à la croissance au second semestre, grâce à la montée en charge des nouveaux contrats (RDC, Togo, Zimbabwe, Arménie), une base de comparaison plus favorable et la croissance des diversifications, notamment dans l'Automobile.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1. FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014
Résultat avant impôts	288,3	238,0
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	34,5	37,7
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	14,7	11,3
Amortissements et dépréciations	95,0	86,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(109,9)	(95,0)
Impôts payés	(106,2)	(102,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	216,4	176,1
Acquisitions de filiales	(64,7)	(477,9)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(86,4)	(64,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,4	1,2
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(6,2)	(9,0)
Cessions d'actifs financiers non courants	3,5	3,3
Variation des prêts et avances consentis	8,3	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(144,1)	(546,8)
Augmentation de capital	4,4	2,2
Acquisition / cession d'actions propres	(23,2)	(25,3)
Dividendes versés	(214,4)	(213,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	232,9	693,5
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(68,8)	(52,1)
Intérêts payés	(57,8)	(41,7)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(126,9)	363,0
Incidence des écarts de change	5,6	(3,7)
Incidence des changements de méthode	-	(0,8)
Variation de la trésorerie nette	(49,0)	(12,2)
Trésorerie nette au début de la période	210,3	157,7
Trésorerie nette à la fin de la période	161,3	145,5
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	198,2	176,8
Dont concours bancaires courants	(36,9)	(31,3)

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie générés par l'activité (cash-flow opérationnel) atteignent 216,4 millions d'euros au S1 2015, en progression de 22,9% à comparer à 176,1 millions d'euros au S1 2014.

Au 30 juin 2015, le BFR s'élève à 555,0 millions d'euros, soit 12,2% du chiffre d'affaires des 12 derniers mois y compris les entités acquises, à comparer à 453,8 millions d'euros au 30 juin 2014 (11,1%). La détérioration provient principalement des sociétés acquises.

(millions d'euros)	S1 2015	S1 2014
Flux net de trésorerie généré par l'activité	216,4	176,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(86,4)	(64,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,4	1,2
Intérêts payés	(57,8)	(41,7)
Cash-flow libre	73,6	71,2

Le cash-flow libre (flux net de trésorerie disponible après impôts, intérêts financiers et CAPEX) s'est élevé à 73,6 millions d'euros au S1 2015, à comparer à 71,2 millions d'euros au S1 2014.

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent les divisions Biens de consommation et Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières par scanners (division GSIT).

Le montant total des investissements d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des cessions réalisés par le Groupe est de 85 millions d'euros au S1 2015. Le taux d'investissement s'élève à 3,7% du chiffre d'affaires, en légère augmentation par rapport au niveau de l'exercice 2014 (3,4%).

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en hausse à 57,8 millions d'euros, en raison de la hausse de l'endettement du Groupe et du premier versement du coupon de l'obligation émise en 2014.

Acquisitions de sociétés

Une description des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2. Faits marquants du premier semestre 2015.

(millions d'euros)	S1 2015	S1 2014
Prix des activités acquises	(52,3)	(493,2)
Trésorerie des sociétés acquises	1,0	18,4
Complément de prix restant à payer au titre des acquisitions de l'année	1,8	5,4
Décassements sur acquisitions antérieures	13,8	(7,1)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(63,3)	(476,5)
Frais d'acquisition	(1,3)	(1,4)
Acquisition de filiales	(64,7)	(477,9)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2015, pour servir les plans de stock-options et d'actions de performance, la Société a réalisé des rachats d'action nets des augmentations de capital pour un montant de 18,8 millions d'euros.

Dividendes

Au S1 2015, le poste « dividendes versés » se compose principalement du dividende versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2014 pour un montant de 209,8 millions d'euros (dividende unitaire de 0,48 euro).

Dettes financières

Le montant des dettes financières au bilan a augmenté de 217,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Cette variation résulte principalement d'une augmentation du volume de la dette brute, nette des remboursements, de 164,1 millions d'euros à laquelle s'ajoute un effet change lié à la réévaluation de la dette en dollars américains et en livres sterling au taux de change de clôture.

1.4.2. FINANCEMENT

Sources de financement du Groupe

Au 30 juin 2015, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 316,4 millions d'euros et se compose :

- de financements non bancaires :
 - le *US Private Placement* 2008 (326,3 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2010 (184,1 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2011 & 2014 (178,7 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2013 & 2014 (134 millions d'euros) ;
 - les différentes tranches de l'emprunt de type *Schuldschein* (123 millions d'euros) ;
 - les deux émissions obligataires (1 milliard d'euros) ; et
 - l'émission de billets de trésorerie (94 millions d'euros)
- de financements bancaires :
 - l'emprunt bancaire 2015 (178,7 millions d'euros) ;
 - les autres emprunts bancaires (42,4 millions d'euros) ; et
 - les concours bancaires (36,9 millions d'euros).
- d'intérêts courus et de frais d'emprunts (18,2 millions d'euros)

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(millions d'euros)	30 juin 2015	31 déc. 2014
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 104,5	1 944,8
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	175,0	144,1
Concours bancaires	36,9	9,8
Endettement brut total	2 316,4	2 098,7

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(millions d'euros)

	30 juin 2015	31 déc. 2014
Valeurs mobilières et créances assimilées	14,3	29,2
Disponibilités	183,9	190,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198,2	220,1
Endettement brut total	2 316,4	2 098,7
Endettement net total	2 118,2	1 878,6

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des covenants bancaires) s'élève à 2 110,6 millions d'euros au 30 juin 2015 à comparer à 1 879,9 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les disponibilités du Groupe sont constituées à plus de 72% de disponibilités situées dans plus de 65 pays où la mise en place de prêts ou de comptes courants financiers est difficile ou impossible (cas par exemple du Brésil, de la Corée du Sud ou encore de l'Inde). Dans ces pays, les disponibilités sont rapatriées à l'occasion du règlement des dividendes ou lors du règlement des montants dus dans le cadre des accords de franchise internes au Groupe.

Ratios financiers

La plupart des financements du Groupe, à l'exception principalement des Emissions Obligataires et du programme de billets de trésorerie, sont soumis au respect de certains engagements et au respect des ratios financiers suivants :

- le ratio *Interest Cover* représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe ; et
- le *Leverage Ratio* est défini comme le rapport de la dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise.

Au 30 juin 2015, tous les engagements et ratios financiers sont respectés.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2008

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (USPP 2008) d'un montant de 266,0 millions de dollars américains et de 63,0 millions de livres sterling. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2008 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2018	170,9	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2020	155,4	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre senior notes remboursables in fine. Le Placement Privé 2008 est tiré à 100%.

US Private Placement 2010

Le Groupe a confirmé l'utilisation d'une ligne de financement multidevises auprès d'un institutionnel américain en juin 2010 consécutivement à l'acquisition de la société Inspectorate. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2010 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2019	184,1	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2015, l'US Private Placement 2010 est tiré à 100% pour un montant de 184,1 millions d'euros.

US Private Placement 2011 & 2014

Le Groupe a mis en place en 2011 une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Le Groupe a confirmé l'utilisation de 100 millions de dollars américains en 2011 pour une durée de 10 ans et de 100 millions de dollars américains en mai 2014 pour une durée de 8 ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2021	89,3	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Mai 2022	89,3	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2015, la ligne de financement est tirée à 100% en dollars américains

US Private Placement 2013 & 2014

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 et pour une durée de 3 ans une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2020	67,0	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	22,3	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	44,7	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2015, la ligne de financement est tirée à 100% pour un montant de 150 millions de dollars américains.

Schuldschein SSD

Le Groupe a mis en place en 2011 et 2012 des placements privés de type Schuldschein, en plusieurs tranches, sur le marché allemand, pour un montant total de 193 millions d'euros remboursable in fine et avec des tranches à taux variable et taux fixe. Les marges du SSD varient en fonction de la durée des emprunts. Une partie des tranches à taux variable a été remboursée par anticipation au cours du premier semestre 2015. Au 30 juin 2015, l'encours tiré est de 123 millions d'euros.

Emissions obligataires 2012 & 2014

Le Groupe a réalisé deux émissions obligataires non notées d'un montant de 500,0 millions d'euros chacune en 2012 et 2014 avec les caractéristiques suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Mai 2017	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3.750%
Janvier 2021	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3.125%

Billets de Trésorerie

Le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme quand cela est possible et de limiter le recours aux autres financements. Les maturités des billets de trésorerie sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 450 millions d'euros.

Au 30 juin 2015, l'encours du programme est de 94 millions d'euros.

L'Emprunt Syndiqué 2012

Le 27 juillet 2012, le Groupe a mis en place un nouveau crédit syndiqué revolving d'un montant de 450 millions d'euros pour une durée de cinq ans. Au cours du premier semestre 2014, le contrat a été amendé pour allonger sa maturité à avril 2019.

Au 30 juin 2015, l'Emprunt Syndiqué 2012 n'est pas tiré.

Le financement bancaire 2015

Le Groupe a mis en place une ligne de financement bancaire d'un montant de 200 millions de dollars américains en octobre 2014 pour une durée de 5 ans. Cette ligne a été tirée intégralement au cours du 1^{er} semestre 2015 avec les caractéristiques suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2019	178,7	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2015, Le financement bancaire 2015 porté par Bureau Veritas Holdings, Inc est tiré à 100% en dollars américains.

Engagements donnés

Les engagements hors-bilan peuvent comprendre les ajustements et compléments de prix d'acquisition, les engagements au titre des locations simples et les garanties et cautions octroyées.

Garanties et cautions octroyées

Les garanties et cautions octroyées au 30 juin 2015 et sur l'exercice 2014 sont résumées ci-dessous :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2015	31 déc. 2014
A moins d'un an	189,7	168,2
Entre 1 et 5 ans	170,7	182,5
A plus de 5 ans	24,6	19,5
Total	385,0	370,2

Les engagements donnés incluent des garanties et cautions de type garanties bancaires et garanties parentales :

- garanties bancaires : il s'agit essentiellement de garanties de marché telles que des garanties de soumission (« bid bond ») ainsi que de garanties de bonne exécution (« performance bond »). Les garanties de soumission permettent au bénéficiaire de se prémunir en cas de retrait de l'offre commerciale, de refus de signature de contrat ou de non apport des garanties demandées. Les garanties de bonne exécution garantissent à l'acheteur que le Groupe exécutera comme convenu les obligations contractuelles. Elles sont habituellement émises en pourcentages (de l'ordre de 10 %) de la valeur du contrat ; et
- garanties parentales : elles concernent principalement des garanties de marché et peuvent être limitées en valeur et en durée ou illimitées en valeur. Pour les garanties illimitées, le montant retenu pour la valorisation des engagements présentée ci-dessus correspond à la valeur totale du contrat.

Le groupe peut être amené à émettre des garanties parentales ou bancaires afin de garantir le paiement de loyers. Au 30 juin 2015, le montant total des garanties de loyers s'élève à 4,3 millions d'euros.

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2015	31 déc. 2014
Garanties bancaires	162,3	166,8
Garanties parentales	222,7	203,4
Total	385,0	370,2

Au 30 juin 2015, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties est faible.

Ajustements et compléments de prix d'acquisition

Au 30 juin 2015, il n'existe aucun engagement hors-bilan significatif lié à la croissance externe (ajustements et compléments de prix d'acquisition).

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2015, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible ;
- d'une ligne de financement confirmée pour un montant total de 356 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 (montant disponible de 450 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 diminué des montants levés (94 millions d'euros) sur le programme des Billets de trésorerie),

La disponibilité de ces sources de financements, à l'exception des billets de trésorerie, est soumise au respect des ratios financiers de la Société, à savoir le Leverage Ratio et l'Interest Cover Ratio définis ci-avant.

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document de référence 2014 de la société déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 mars 2015 sous le numéro D.14-0231 (paragraphe 1.12. Facteurs de risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre sont détaillés dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la note 18 présentée au chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes gouvernementales, administratives, judiciaires et d'arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué au titre de certaines de ses activités dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle à la suite de prestations de services fournies. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent donner lieu à des réclamations et aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

A la date du présent document le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

Contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (BVG) et la société turque Aymet sont parties devant le Tribunal de Commerce d'Ankara dans un contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel les parties ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée, suite au retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, la société Aymet a entamé une procédure contre BVG alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

En 2009, les experts nommés par le juge ont déposé deux rapports très défavorables à BVG. En 2014, un nouveau collège d'experts a émis deux nouveaux rapports encore plus défavorables à BVG. Ces divers rapports d'experts s'appuient tous sur un rapport établi en février 2009 par la société Standard Unlü, à la demande d'Aymet, lequel retenait des hypothèses totalement irréalistes mais très favorables à Aymet pour le calcul des éventuels dommages et intérêts relatifs à la perte d'exploitation du complexe hôtelier et commercial.

Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est aujourd'hui plafonnée à 87,4 millions de TRY soit environ 30 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice.

Les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé le financement et qui elle-même a été assignée par Aymet concernant ce même projet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents Professeurs de droit Turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solide.

BVG conteste tant le principe de la demande initiale que l'évaluation du préjudice.

En termes de procédure, les rapports des experts, n'ont pas tenu compte des pièces versées au dossier par BVG et par la Banque Aareal et n'ont pas répondu aux questions juridiques et contractuelles permettant d'établir la responsabilité éventuelle de BVG.

BVG a récemment déposé des conclusions qui ont amené le tribunal à décider de désigner un nouveau collège d'experts, pour réexaminer l'intégralité des pièces du dossier et émettre un nouveau rapport.

En l'état actuel de la procédure, l'issue de ce litige est incertaine en première instance et en appel.

Contentieux relatif à l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express

A la suite de l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express survenu à Libreville le 8 juin 2004 et ayant causé le décès de 19 passagers et membres d'équipage, et 11 blessés, l'administrateur général de l'époque de la société Bureau Veritas Gabon SAU (« BV Gabon »), filiale de la Société, est poursuivi pour complicité d'homicides et blessures involontaires. La société BV Gabon est recherchée en responsabilité civile devant les juridictions gabonaises.

A ce jour, aucune réclamation chiffrée n'a été formulée devant un tribunal et les répartitions de responsabilité ne sont toujours pas connues. La procédure au fond n'a toujours pas commencé du fait de difficultés procédurales. Le recours en rétractation de l'arrêt du 18 juin 2013, déposé par Bureau Veritas Gabon en septembre 2013 a fait l'objet en février 2015 d'une décision de rejet par la Cour de Cassation de Libreville. De ce fait, le dossier devrait donc être retourné dans les prochains mois au Tribunal correctionnel pour fixation d'une audience au fond. Bureau Veritas Gabon a fait délivrer des citations directes aux courtiers étrangers qui avaient illégalement placés la police couvrant l'avion, de façon à les faire intervenir à la cause.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la note 19 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 - Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale et de la baisse plus prononcée du prix du pétrole, la croissance du deuxième semestre devrait être moins dynamique qu'au premier semestre. En 2015, Bureau Veritas anticipe une légère amélioration de la croissance organique par rapport à l'exercice 2014. La marge opérationnelle devrait également s'améliorer, grâce aux initiatives d'excellence opérationnelle en cours. Le Groupe continuera à générer des flux de trésorerie élevés. Les acquisitions ciblées dans des marchés attractifs contribueront à la croissance totale.

1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.8.1. ATTRIBUTION D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET D'ACTIONS DE PERFORMANCE

Le Conseil d'Administration, réuni le 15 juillet 2015, a décidé d'attribuer des options d'achat d'actions et des actions de performance à 542 collaborateurs du Groupe dont le Directeur Général, correspondant à un total de 2 480 200 actions (1 136 200 actions de performance et 1 344 000 options d'achat d'action) soit environ 0,58% du capital social.

Le prix d'achat des options a été fixé à 20,51 euros correspondant à la moyenne sans rabais des premiers cours cotés aux 20 dernières séances de bourse précédant la date d'attribution.

Ces attributions sont soumises à plusieurs conditions de performance et de présence.

1.8.2. ACQUISITIONS

Bureau Veritas a finalisé, au début du troisième trimestre 2015, l'acquisition de Shanghai Xietong, une société chinoise spécialisée dans la supervision de projets de construction d'actifs industriels. Cette acquisition renforce la position du Groupe sur le marché attractif du contrôle technique réglementaire pour la construction. Le Groupe a également fait l'acquisition de CIBV aux Pays-Bas, une société qui se spécialise dans l'IVS.

1.8.3. FINANCEMENT

Le 8 juillet 2015, le Groupe a mis en place un nouveau placement privé sur le marché allemand de type « Schuldschein » pour un montant total de 200 millions d'euros. Ce financement comporte en tout quatre tranches (respectivement à taux fixe et taux variable et avec des maturités de cinq et sept ans).

2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015

2.1 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	<i>Note</i>	juin 2015	juin 2014
Chiffre d'affaires	5	2 318,7	1 967,4
Achats et charges externes	6	(652,6)	(553,1)
Frais de personnel	6	(1 209,7)	(1 030,4)
Impôts et taxes		(24,0)	(27,4)
(Dotations) / reprises de provisions	6	(7,6)	0,3
Dotations aux amortissements		(96,8)	(84,7)
Autres produits et charges d'exploitation	6	7,6	6,4
Résultat opérationnel	5	335,6	278,5
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,3	(0,0)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		335,9	278,5
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2,5	0,7
Coût de l'endettement financier brut		(41,8)	(38,3)
Coût de l'endettement financier net		(39,3)	(37,6)
Autres produits et charges financiers		(8,3)	(2,9)
Résultat financier		(47,6)	(40,5)
Résultat avant impôts		288,3	238,0
Charge d'impôt	7	(106,1)	(77,1)
Résultat net des activités poursuivies		182,2	160,9
Résultat net des activités destinées à être cédées		-	-
Résultat net		182,2	160,9
Intérêts minoritaires		(7,1)	(6,9)
Résultat net part du Groupe		189,3	154,0
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	16	0,40	0,35
Résultat net dilué	16	0,40	0,35

Les notes en pages 28 à 61 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

(millions d'euros)	juin 2015	juin 2014
Résultat net	182,2	160,9
Autres éléments du résultat global		
Elements recyclables en résultat		
Ecart de conversion ⁽¹⁾	97,8	21,4
Couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾	(27,7)	2,4
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat	(0,3)	(0,9)
Total des éléments recyclables en résultat	69,8	22,9
Elements non recyclables en résultat		
Gains / (pertes) actuariels ⁽³⁾	5,2	(5,8)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	(2,0)	2,2
Total des éléments non recyclables en résultat	3,2	(3,6)
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	73,0	19,3
Résultat global	255,2	180,2
<u>revenant:</u>		
aux actionnaires de la société	244,3	172,9
aux participations ne donnant pas le contrôle	10,9	7,3

- (1) Ecart de conversion : ce poste comprend l'écart de change sur les investissements nets à l'étranger pour un montant de 1,8 million d'euros, ainsi que l'impact de la conversion des états financiers des filiales ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro.
- (2) La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence du changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation de l'obligation, taux d'augmentation des salaires, taux d'augmentation des retraites et rendement attendu des actifs du régime) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

Les notes en pages 28 à 61 font partie intégrante des états financiers résumés.

Etat de la situation financière consolidée semestrielle

(millions d'euros)	Note	juin 2015	déc 2014
Ecarts d'acquisition	8	1 926,0	1 814,2
Immobilisations incorporelles		671,9	650,6
Immobilisations corporelles		520,8	475,6
Participations mises en équivalence		5,1	5,1
Impôts différés actifs		138,7	129,9
Titres de participation non consolidés		1,3	1,1
Instruments financiers dérivés		10,3	1,3
Autres actifs financiers non courants		58,4	50,6
Total actif non courant		3 332,5	3 128,4
Clients et autres débiteurs		1 462,2	1 325,0
Impôt sur le résultat - actif		40,1	63,2
Actifs financiers courants		60,6	35,6
Instruments financiers dérivés		15,6	7,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie		198,2	220,1
Total actif courant		1 776,7	1 651,4
TOTAL ACTIF		5 109,2	4 779,8
Capital		53,1	53,2
Réserves et résultat consolidés		1 094,0	1 054,8
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		1 147,1	1 108,0
Participations ne donnant pas le contrôle		35,8	32,7
Total capitaux propres		1 182,9	1 140,7
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12	2 104,5	1 944,8
Instruments financiers dérivés		39,9	13,9
Autres passifs financiers non courants		37,1	49,6
Impôts différés passifs		167,5	166,9
Avantages au personnel à long terme		157,2	158,3
Provisions pour risques et charges		112,4	115,1
Total passif non courant		2 618,5	2 448,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		907,2	899,1
Impôt sur le résultat exigible		68,0	71,7
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12	211,9	153,9
Instruments financiers dérivés		11,9	23,3
Autres passifs financiers courants		108,8	42,5
Total passif courant		1 307,8	1 190,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		5 109,2	4 779,8

Les notes en pages 28 à 61 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
31 décembre 2013	53,0	64,5	(155,6)	1 020,2	982,1	956,1	26,0
Levées de stock-options	0,1	2,2	-	-	2,3	2,3	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	12,2	12,2	12,2	-
Dividendes versés	-	-	-	(214,4)	(214,4)	(209,5)	(4,9)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(25,3)	(25,3)	(25,3)	-
Autres mouvements	-	-	-	0,4	0,4	(0,4)	0,8
Total des opérations avec les actionnaires	0,1	2,2	-	(227,1)	(224,8)	(220,7)	(4,1)
Résultat net	-	-	-	160,9	160,9	154,0	6,9
Autres éléments du résultat global	-	-	21,4	(2,1)	19,3	18,9	0,4
Résultat global	-	-	21,4	158,8	180,2	172,9	7,3
30 juin 2014	53,1	66,7	(134,2)	951,9	937,5	908,3	29,2
31 décembre 2014	53,1	73,0	(53,4)	1 068,0	1 140,7	1 108,0	32,7
Réduction de capital	(0,1)	(22,8)	-	-	(22,9)	(22,9)	-
Levées de stock-options	0,1	4,3	-	-	4,4	4,4	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	11,0	11,0	11,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(214,1)	(214,1)	(209,8)	(4,3)
Transactions sur actions propres	-	-	-	3,0	3,0	3,0	-
Entrées de périmètre	-	-	-	4,8	4,8	-	4,8
Autres mouvements	-	-	-	0,8	0,8	9,1	(8,3)
Total des opérations avec les actionnaires	-	(18,5)	-	(194,5)	(213,0)	(205,2)	(7,8)
Résultat net	-	-	-	182,2	182,2	175,1	7,1
Autres éléments du résultat global	-	-	97,8	(24,8)	73,0	69,2	3,8
Résultat global	-	-	97,8	157,4	255,2	244,3	10,9
30 juin 2015	53,1	54,5	44,4	1 030,9	1 182,9	1 147,1	35,8

Les notes en pages 28 à 61 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	juin 2015	juin 2014
Résultat avant impôts		288,3	238,0
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement		34,5	37,7
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		14,7	11,3
Amortissements et dépréciations		95,0	86,2
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	14	(109,9)	(95,0)
Impôts payés		(106,2)	(102,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		216,4	176,1
Acquisitions de filiales	9	(64,7)	(477,9)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(86,4)	(64,4)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		1,4	1,2
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(6,2)	(9,0)
Cessions d'actifs financiers non courants		3,5	3,3
Variation des prêts et avances consentis		8,3	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(144,1)	(546,8)
Augmentation du capital	10	4,4	2,2
Acquisition/Cession d'actions propres		(23,2)	(25,3)
Dividendes versés		(214,4)	(213,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		232,9	693,5
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(68,8)	(52,1)
Intérêts payés		(57,8)	(41,7)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(126,9)	363,0
Incidence des écarts de change		5,6	(3,7)
Incidence des changements de méthode		-	(0,8)
Variation de la Trésorerie nette		(49,0)	(12,2)
Trésorerie nette au début de la période		210,3	157,7
Trésorerie nette à la fin de la période		161,3	145,5
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		198,2	176,8
Dont concours bancaires courants		(36,9)	(31,3)

Les notes en pages 28 à 61 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (« la Société ») et l'ensemble de ses filiales constitue le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou « le Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 67-71 Boulevard du Château, 92571 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2015, Wendel détient 40,0 % du capital de Bureau Veritas et 56,10% des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 31 août 2015 par le Conseil d'Administration.

Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2015

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2015, le Groupe a réalisé les principales acquisitions suivantes :

- Shandong Chengxin, société chinoise spécialisée dans les services d'assistance à la construction d'infrastructures industrielles dans le secteur de l'énergie ;
- Ningbo Hengxin, une entreprise chinoise, spécialisée dans le contrôle non destructif et les analyses métallurgiques ;
- CTS, un laboratoire chinois spécialisé dans les essais de jouets, produits électriques et électroniques et biens de consommation durables ;

Ces acquisitions, ainsi que leurs impacts dans les comptes semestriels, sont détaillés dans la note « 9. Acquisitions et cessions ».

Distribution de dividendes

Le 4 juin 2015, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes aux actions ayant droit à hauteur de 209,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2014.

Note 3 : Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2015 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 qui ont été établis conformément aux IFRS tel qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Evolution du référentiel IFRS

Le Groupe applique les normes et textes entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2015. Il s'agit des normes suivantes :

- Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2011-2013
- IFRIC 21 « Taxes »

L'interprétation IFRIC 21 indique les modalités de reconnaissance des impôts et taxes entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». Elle précise notamment le rythme de comptabilisation qu'il convient d'appliquer à ces prélèvements et se fonde pour cela sur leur fait générateur légal.

L'application d'IFRIC 21 s'est traduite principalement par la modification du rythme de reconnaissance de deux taxes en vigueur en France: la taxe foncière et la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S). Précédemment constatées prorata temporis à chaque arrêté intermédiaire, ces deux taxes sont désormais intégralement comptabilisées en début d'année.

L'impact de l'application d'IFRIC 21 au 31 décembre 2014 a été constaté en 2015 dans les postes "Autres réserves" et "Dettes fournisseurs et autres créditeurs" de l'état de la situation financière consolidée. Cet impact étant non significatif au niveau du Groupe, les données antérieures n'ont pas fait l'objet d'un retraitement.

Les normes, amendements et interprétations publiés par IASB, adoptés par l'Union Européenne et non encore appliqués par anticipation au 30 juin 2015 par le Groupe sont les suivants :

- Amendement à IAS 19 « Avantages du personnel »
- Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2010-2012

Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Méthodes comptables appliquées

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de la charge d'impôt sur le résultat, et de la charge relative aux avantages au personnel à long terme telles que décrites dans le paragraphe suivant.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme pour lesquelles les méthodes d'estimation suivantes ont été appliquées :

- Charge d'impôt :

La charge d'impôt a été déterminée au 30 juin 2015 sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- Avantages au personnel à long terme :

En l'absence de changement significatif, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2015 indiquées dans les rapports d'actuaire établis au 31 décembre 2014. Dans le cas d'une évolution significative du taux d'actualisation, la provision est ajustée sur la base du taux d'actualisation publié au 30 juin.

Note 4 : Saisonnalité

Le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

Pour le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel, la saisonnalité concerne essentiellement les divisions Biens de consommation, Inspection & Vérification en Service (IVS) et Certification. Pour la division Biens de consommation, cette tendance est liée à la saisonnalité de la consommation finale (concentration en fin d'année civile). Pour les divisions IVS et Certification, ce phénomène résulte de la volonté des clients d'obtenir leurs certifications avant la fin de l'exercice fiscal et social (généralement au 31 décembre de chaque année). La saisonnalité du résultat est toutefois plus prononcée que celle du chiffre d'affaires du fait d'une moins bonne absorption des coûts fixes des activités au cours du 1er semestre.

Les flux de trésorerie sont impactés par :

- la saisonnalité du résultat opérationnel décrit ci-dessus ;
- la saisonnalité importante du besoin en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent en totalité sur les premiers mois de l'année :
 - les primes d'assurances ;

- les bonus et primes d'intéressement ainsi que les charges sociales y afférant, payables en mars ; et
- les soldes d'impôt sur les sociétés relatifs à l'exercice précédent, payables selon les pays à une date variable au cours du 1er semestre

Note 5 : Information sectorielle

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du Groupe sont répartis entre les différents secteurs d'activité ci-dessous :

	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	juin 2015	juin 2014	juin 2015	juin 2014
<i>(millions d'euros)</i>				
Marine & Offshore	202,2	150,4	52,4	40,1
Industrie	534,3	460,6	66,7	62,1
Inspection & Vérification en Service	287,5	265,6	27,5	24,8
Construction	274,3	213,6	35,8	27,4
Certification	174,9	160,4	28,9	25,9
Matières premières	391,0	328,7	31,3	21,8
Biens de consommation	322,3	261,9	74,3	57,4
Services aux gouvernements & Commerce international	132,2	126,2	18,7	19,0
Total	2 318,7	1 967,4	335,6	278,5

Certaines réaffectations d'activités industrielles entre divisions ont été opérées au 1er semestre 2015.

Les données du 1er semestre 2014 tiennent compte de la nouvelle affectation afin de permettre une meilleure comparabilité.

Note 6 : Eléments du résultat opérationnel

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2015	juin 2014
Achats de matières	(42,4)	(34,1)
Sous-traitance opérationnelle	(186,0)	(143,2)
Locations immobilières et mobilières	(71,3)	(63,3)
Transports et déplacements	(204,6)	(180,1)
Frais de mission refacturés aux clients	49,0	46,6
Autres services extérieurs	(197,3)	(179,0)
Total achats et charges externes	(652,6)	(553,1)
Salaires et primes	(952,1)	(806,5)
Charges sociales	(214,7)	(185,5)
Autres charges liées au personnel	(42,9)	(38,4)
Total frais de personnel	(1 209,7)	(1 030,4)
Provisions sur créances	(11,8)	(7,3)
Provisions pour risques et charges	4,2	7,6
Total (dotations) / reprises de provisions	(7,6)	0,3
Gains/pertes sur cessions d'activités	-	0,3
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0,8)	(0,3)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	(1,5)
Autres produits et charges d'exploitation	8,4	7,9
Total autres produits et charges d'exploitation	7,6	6,4

Note 7 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 106,1 millions d'euros au 30 juin 2015, contre 77,1 millions d'euros au 30 juin 2014. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 36,8% au 30 juin 2015 contre 32,4% au 30 juin 2014. Le TEI ajusté est de 35,8%, il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents.

L'augmentation observée par rapport à l'exercice antérieur est essentiellement due à l'accroissement des impositions exigibles en France et notamment sur les distributions de dividendes.

Comme au 31 décembre 2014, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au niveau de chaque groupe d'intégration fiscale au 30 juin 2015.

Les impôts différés, avant compensation par entité fiscale, portent principalement sur les engagements de retraites, les déficits reportables, les relations clientèles et accords de non concurrence acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que sur les provisions pour litiges et charges à payer, et sur l'ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	juin 2015			juin 2014		
(millions d'euros)	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Ecart de conversion	97,8	-	97,8	21,4	-	21,4
Gains / (pertes) actuariels	5,2	(2,0)	3,2	(5,8)	2,2	(3,6)
Couvertures de flux de trésorerie	(27,7)	(0,3)	(28,0)	2,4	(0,9)	1,5
Total des autres éléments du résultat global	75,3	(2,1)	73,0	18,0	1,3	19,3

Note 8 : Ecart d'acquisition

Evolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2015

(millions d'euros)	juin 2015	juin 2014
Valeur brute	1 873,6	1 470,0
Pertes de valeur	(59,4)	(57,9)
Ecart d'acquisition au 1er janvier	1 814,2	1 412,1
Acquisitions d'activités consolidées	33,1	216,6
Pertes de valeur de la période	-	(1,5)
Ecart de conversion et autres mouvements	78,7	35,9
Ecart d'acquisition au 30 juin	1 926,0	1 663,1
Valeur brute	1 985,3	1 722,4
Pertes de valeur	(59,3)	(59,3)
Ecart d'acquisition au 30 juin	1 926,0	1 663,1

Depuis 2011, le Groupe a procédé à la constitution d'unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les activités Construction, Certification et Industrie. L'activité Inspection et Vérification en Service, toujours dominée par des marchés locaux demeure constituée d'UGT par pays. Les écarts d'acquisition sont affectés :

- à des groupes d'UGT, pour les activités Construction, Certification, Industrie et Matières Premières ;
- à des UGT, pour les activités Biens de consommation ainsi que Inspection et Vérification en Services.

Evolution

Les cinq acquisitions réalisées lors du premier semestre 2015 ont entraîné une augmentation de 33,1 millions d'euros des écarts d'acquisition. Le principal écart d'acquisition concerne l'acquisition de Shandong Chengxi : il s'élève à 21,2 millions d'euros et a été affecté au groupe d'UGT Construction.

Méthodologie

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Au 30 juin 2015, les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'analyses pour établir la valeur recouvrable en utilisant la méthodologie utilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception du processus d'élaboration des budgets et prévisions à long terme donnant lieu à approbation par le management qui intervient en fin d'année pour l'ensemble des divisions.

Ces analyses ont été menées sur l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe, à l'exception de ceux comptabilisés au titre des acquisitions du premier semestre 2015. Les flux futurs de trésorerie ont été actualisés pour tenir compte des dernières prévisions de résultats disponibles et d'un éventuel changement d'estimation sur le moyen et long terme pour chaque UGT concernée.

La méthodologie retenue au 30 juin 2015 est similaire à celle retenue pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Deux facteurs déterminent notamment le résultat de cette estimation :

- Hypothèse de croissance : le taux de croissance perpétuelle utilisé pour les zones les plus importantes ou les plus sensibles est inchangé par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Il s'élève à 1,7% en Europe et à 2,0% aux Etats-Unis ainsi que dans les autres pays (à l'exception du Canada, pour lequel un taux de croissance perpétuelle de 2,1% a été retenu).
- Taux d'actualisation : l'estimation de la valeur d'utilité est basée sur des excédents de trésorerie futurs actualisés au coût moyen du capital, qui est déterminé par un expert indépendant. Les taux d'actualisation retenus au 30 juin 2015 sont compris entre 7,0% et 7,5% pour les groupes d'UGT (contre 7,0% au 31 décembre 2014) à l'exception de l'activité Matières Premières. Pour celle-ci, le WACC s'établit à 8,3% (contre 7,9% au 31 décembre 2014) et tient compte du risque de chaque entité.

En particulier, l'écart d'acquisition de Maxxam Analytics (principale acquisition de 2014) a été testé au travers d'une nouvelle UGT Inspection & Vérification en service pour le Canada, ainsi qu'au travers du groupe d'UGT Matières premières et de l'UGT Biens de consommation.

Résultats

L'ensemble des analyses menées au 30 juin 2015 permet de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

Concernant les actifs de l'activité Matières Premières, la situation actuelle du marché des Métaux et Minéraux ne conduit pas le Groupe à remettre en cause la valeur des actifs au bilan.

La synthèse ci-dessous présente les valeurs recouvrables et les valeurs comptables (incluant les immobilisations incorporelles issues des acquisitions) :

- des principales activités ;
- des activités dont la valeur recouvrable est proche de la valeur comptable.

(millions d'euros)

Activité		Valeur recouvrable	Valeur comptable	Dépréciation
Matières premières	Monde	1 505	1 028	-
Industrie	Monde	1 869	474	-
Biens de consommation	Monde	2 258	410	-
Inspection et Vérification en Service	Italie	5	3	-
Inspection et Vérification en Service	Portugal	2	1	-

De manière générale, pour toutes les UGT et pour tous les groupes d'UGT, aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés d'un seul paramètre à la fois ne peut remettre en cause la valeur comptable de ces actifs (par exemple une hausse du taux d'actualisation de 2 points).

Note 9 : Acquisitions et cessions

Acquisitions de la période

Acquisitions à 100% :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Division	Pays
janvier	Centre of Testing Service Ningbo Co. Ltd	Biens de Consommation	Chine
janvier	North Island Laboratories	Biens de Consommation et Inspection & Vérification en Service	Canada

Acquisitions inférieures à 100% :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Division	Pourcentage acquis	Pays
janvier	Ningbo Hengxin Engineering Testing Co. Ltd	Industrie	70,0%	Chine
janvier	Shandong Chengxin Engineering Consulting & Supervision Co. Ltd	Construction	70,0%	Chine
janvier	Beijing Huali BV Technical Service Co. Ltd	Biens de Consommation	60,0%	Chine

Les principales acquisitions réalisées au 1er semestre 2015 sont les suivantes :

Shandong Chengxin est une société chinoise spécialisée dans les services d'assistance à la construction d'infrastructures industrielles dans le secteur de l'énergie. Son offre de services comprend la supervision technique de chantiers de construction, l'assistance à la gestion de projets et la gestion d'appels d'offres. Elle emploie plus de 980 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 40 millions d'euros.

Ningbo Hengxin, une société chinoise spécialisée dans le contrôle non destructif et les analyses métallurgiques. Elle fournit ses services à l'industrie pétrolière et chimique et intervient principalement dans l'est de la Chine. Elle emploie plus de 330 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 16 millions d'euros.

CTS, laboratoire chinois spécialisé dans les essais de jouets, produits électriques et électroniques, et biens de consommation durables. La société dispose de laboratoires d'essais, accrédités par les autorités chinoises, à Ningbo et Guangzhou, deux des centres industriels et commerciaux les plus

actifs du monde. La société emploie plus de 70 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 3 millions d'euros.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du 1er semestre 2015 :

(millions d'euros)	juin 2015		juin 2014	
Prix des activités acquises	52,3		493,2	
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-		-	
Coût des actifs et passifs acquis	52,3		493,2	
Actifs et passifs acquis	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif non courant	7,0	47,6	42,7	281,7
Actif courant hors trésorerie	42,2	56,8	64,0	64,0
Passif courant hors endettement	(53,1)	(71,4)	(18,9)	(18,9)
Passif non courant hors endettement	-	(10,0)	(0,2)	(66,6)
Endettement	-	-	(2,0)	(2,0)
Intérêts minoritaires acquis	(4,8)	(4,8)	-	-
Trésorerie des sociétés acquises	1,0	1,0	18,4	18,4
Total des actifs et passifs acquis	(7,7)	19,2	104,0	276,6
Ecart d'acquisition		33,1		216,6

Le principal écart d'acquisition dégagé au cours du premier semestre 2015 concerne l'acquisition de Shandong. Il s'élève à 21,2 millions d'euros.

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Les prix des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant:

(millions d'euros)	juin 2015	juin 2014
Prix des activités acquises	(52,3)	(493,2)
Trésorerie des sociétés acquises	1,0	18,4
Complément de prix restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	1,8	5,4
Décaissements sur acquisitions antérieures	(13,8)	(7,1)
Impact des activités acquises sur la trésorerie	(63,3)	(476,5)

Le montant de 64,7 millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour 1,3 millions d'euros des frais d'acquisition.

Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2015 avaient pour échéance le 1^{er} semestre 2015. Au 30 juin 2015, l'impact des compléments de prix non décaissés sur le compte de résultat est un produit de 1,0 million d'euros (1,4 millions d'euros au 30 juin 2014).

Note 10 : Capital souscrit

Augmentation de capital par levées de stock-options

A la suite de l'exercice de 472 500 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et de 4,3 millions d'euros en prime d'émission.

Réduction de capital

Le 25 février 2015, la société a procédé à une réduction de capital par annulation de 1 032 700 actions auto-détenues pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et 22,8 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2015 est de 442 472 500.

Il était de 443 032 700 au 31 décembre 2014. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2015, le Groupe possède 5 378 429 actions auto détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 11 : Paiements en actions

Plans de stock-options

Aucun nouveau plan d'options ni d'actions de performance n'a été attribué au cours du 1^{er} semestre 2015. Au 1^{er} semestre 2015, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 10,0 millions d'euros (1^{er} semestre 2014 : 10,9 millions d'euros).

Note 12 : Passifs financiers

(millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2014					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	944,8		49,0	465,2	430,6
Emission Obligataire	1 000,0			500,0	500,0
Autres passifs financiers non courants	49,6		37,7	11,9	
Passifs financiers non courants	1 994,4		86,7	977,1	930,6
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	144,1	144,1			
Concours bancaires	9,8	9,8			
Autres passifs financiers courants	42,5	42,5			
Passifs financiers courants	196,4	196,4			
Au 30 juin 2015					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	1 104,5		40,9	595,6	468,0
Emission Obligataire	1 000,0		500,0		500,0
Autres passifs financiers non courants	37,1		34,6	2,5	
Passifs financiers non courants	2 141,6		575,5	598,1	968,0
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	175,0	175,0			
Concours bancaires	36,9	36,9			
Autres passifs financiers courants	108,8	108,8			
Passifs financiers courants	320,7	320,7			
	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Intérêts estimés sur emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	344,9	81,2	80,8	156,6	26,2
Incidence des couvertures sur les flux (intérêts et capital)	(14,4)	(1,1)	(1,1)	(6,0)	(6,2)

Le montant de la dette entre le 31 décembre 2014 et le 30 juin 2015 a augmenté de 217,7 millions d'euros pour atteindre 2 316,4 millions d'euros.

Dans le tableau ci-dessus, les intérêts tiennent compte de l'incidence des couvertures sur la dette (instruments dérivés de devises)

Au 30 juin 2015, la quasi-totalité de la dette brute du Groupe est composée des programmes de financements suivants :

Financements non bancaires

Les financements non bancaires sont composés des programmes suivants :

- Les US Private Placement 2008, 2010, 2011 & 2014, 2013 & 2014 pour un total de 616 millions de dollars américains, 184,1 millions d'euros et 63 millions de livres sterling ;
- Les différentes tranches d'un Schuldschein pour un total de 123 millions d'euros ;
- Les deux émissions obligataires réalisées en mai 2012 et janvier 2014 pour un total d'un milliard d'euros ;

- Un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros dont 94 millions d'euros sont tirés au 30 juin 2015.

Financements bancaires

Les financements bancaires sont composés de deux programmes :

- Un crédit syndiqué « Emprunt Syndiqué 2012 » d'un montant de 450 millions d'euros. Ce programme est garanti et non utilisé au 30 juin 2015.
- Un financement bancaire de 200 millions de dollars américains tiré en intégralité au 30 juin 2015.

Financements disponibles

Au 30 juin 2015, le Groupe dispose d'une ligne de financement confirmée pour un montant total de 356 millions d'euro sur l'Emprunt Syndiqué 2012 (montant disponible de 450 millions d'euros) diminué des montants levés (94 millions d'euros) sur le programme des Billets de trésorerie.

Covenants

Au 30 juin 2015, les mêmes covenants financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2014 sont applicables. Ces covenants sont respectés au 30 juin 2015, comme au 31 décembre 2014.

- L'*interest cover ratio*, rapport entre l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts ; amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise et le montant des intérêts financiers nets, doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2015, ce ratio s'élevait à 11,46 ;
- Le *Leverage Ratio* (rapport entre la dette nette consolidée et l'EBITDA consolidé) doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2015, ce ratio s'élevait à 2,31.

Répartition par devise

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise et après couverture de dérivés de devises se présente comme suit :

Devise d'emprunt (millions d'euros)	juin 2015	déc 2014
Dollar US (USD)	729,7	508,2
Euro (EUR)	1 539,0	1 566,5
Autres Devises	10,7	14,2
Total	2 279,4	2 088,9

Les tranches en livre sterling de l'*US Private Placement 2008* sont converties en euros de façon synthétique et sont ainsi inclus dans la catégorie « Euro (EUR) ».

Répartition taux fixe/ taux variable

Au 30 juin 2015, la dette financière brute se répartit comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2015	déc 2014
Taux fixe	1 740,4	1 703,1
Taux variable	539,0	385,8
Total	2 279,4	2 088,9

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont, pour la quasi-totalité de la dette à taux variable, inférieures à 6 mois. Les taux de référence utilisés sont l'Euribor pour les financements à taux variable en euros et le Libor pour les financements à taux variable en dollars américains.

Les taux d'intérêt des emprunts à taux variable avec la marge sont détaillés ci-dessous aux dates de clôture :

Devise d'emprunt	juin 2015	déc 2014
Dollar US (USD)	1,59%	1,58%
Euro (EUR)	0,48%	1,31%

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Les analyses de sensibilité sur les risques de taux et de change, tels que définis par IFRS 7, figurent en Note 17 « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

Note 13 : Garanties et cautions données

Les montants et les échéances des garanties octroyées sont les suivants :

<i>(millions d'euros)</i>	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Au 30 juin 2015	385,0	189,7	170,7	24,6
Au 31 décembre 2014	370,2	168,2	182,5	19,5

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de types garantie bancaire et garantie parentale.

Au 30 juin 2015, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible.

Note 14 : Provisions pour risques et charges

(millions d'euros)	déc 2014	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres mouvements	juin 2015
Provisions pour litiges sur contrats	51,5	3,4	(0,8)	(1,2)	-	-	0,2	53,1
Autres provisions pour risques et charges	63,6	10,7	(10,1)	(5,6)	-	0,1	0,6	59,3
Total Provisions	115,1	14,1	(10,9)	(6,8)	-	0,1	0,8	112,4

Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2015 prennent en compte les principaux litiges présentés au paragraphe 1.5 « Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice » du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste autres provisions pour risques et charges inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour risques fiscaux, les provisions pour pertes à terminaison ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

S'agissant de l'ensemble des litiges fiscaux en cours, le Groupe, avec l'aide de ses conseils, estime que les provisions pour risques constituées dans ses états financiers, traduisent la meilleure estimation des conséquences potentielles de ces litiges.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 15 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (109,9) millions d'euros au 30 juin 2015 contre (95,0) millions d'euros au 30 juin 2014.

Elle se ventile comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2015	juin 2014
Créances clients et comptes rattachés	(64,8)	(56,7)
Fournisseurs et comptes rattachés	(9,2)	28,6
Autres débiteurs et créditeurs	(35,9)	(66,9)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(109,9)	(95,0)

Note 16 : Résultat par action

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation, utilisés pour la détermination des résultats par action, sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers d'actions</i>	juin 2015	juin 2014
Nombre d'actions composant le capital au 1er janvier	443 033	442 042
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)		
Attribution d'actions de performance	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	396	242
Nombre d'actions autodétenues	(5 899)	(5 223)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	437 530	437 061
Effet dilutif		
Attribution d'actions de performance	4 877	5 762
Options de souscriptions d'actions	565	1 589
Nombre moyen pondéré dilué d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	442 972	444 412

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	juin 2015	juin 2014
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	175 137	153 971
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	437 530	437 061
Résultat de base par action (en euros)	0,40	0,35

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance..

Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises sur la base du prix d'exercice et la juste valeur des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

Les actions de performance sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est subordonnée à l'accomplissement d'une période de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs de performance.

	juin 2015	juin 2014
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	175 137	153 971
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	442 972	444 412
Résultat dilué par action (en euros)	0,40	0,35

Note 17 : Dividende par action

Le 4 juin 2015, la société mère a procédé à la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2014, aux actions ayant droit à hauteur de 209,8 millions d'euros correspondant au paiement d'un dividende unitaire de 0,48 euro par action (0,48 euro en 2014).

Note 18 : Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IAS 39, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

Categorie IAS 39		Valeur au bilan	mode de valorisation au bilan selon la norme IAS 39				Juste valeur
			Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
(millions d'euros)							
Au 30 juin 2015							
ACTIFS FINANCIERS							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	ADE	58,4	58,4	-	-	-	58,4
Clients et autres débiteurs	PC	1 385,5	1 385,5	-	-	-	1 385,5
Actifs financiers courants	PC	58,3	58,3	-	-	-	58,3
Actifs financiers courants	JVCR	2,3	-	-	-	2,3	2,3
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	25,9	-	-	7,5	18,4	25,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	198,2	-	-	-	198,2	198,2
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	2 279,4	2 279,4	-	-	-	2 436,3
Concours bancaires	JVCR	36,9	-	-	-	36,9	36,9
Autres passifs financiers non courants	CA	37,1	37,1	-	-	-	37,1
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	907,2	907,2	-	-	-	907,2
Passifs financiers courants	CA	108,8	108,8	-	-	-	108,8
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	51,8	-	-	45,2	6,6	51,8
Au 31 décembre 2014							
ACTIFS FINANCIERS							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,1	-	-	-	1,1	1,1
Autres actifs financiers non courants	ADE	50,6	50,6	-	-	-	50,6
Clients et autres débiteurs	PC	1 253,6	1 253,6	-	-	-	1 253,6
Actifs financiers courants	PC	33,3	33,3	-	-	-	33,3
Actifs financiers courants	JVCR	2,3	-	-	-	2,3	2,3
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	8,3	-	-	-	8,3	8,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	220,1	-	-	-	220,1	220,1
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	2 088,9	2 088,9	-	-	-	2 251,2
Concours bancaires	JVCR	9,8	-	-	-	9,8	9,8
Autres passifs financiers non courants	CA	49,6	49,6	-	-	-	49,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	899,2	899,2	-	-	-	899,2
Passifs financiers courants	CA	42,5	42,5	-	-	-	42,5
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	37,2	-	-	37,2	-	37,2

Note : les abréviations des catégories d'IAS 39 sont les suivantes :

- ADE pour les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- PC pour les prêts et créances,
- JVCR pour les instruments à juste valeur par compte de résultat hors intérêts courus non échus,
- JVCP pour les instruments à juste valeur par capitaux propres hors intérêts courus non échus,
- CA pour les dettes financières valorisées au coût amorti.

A l'exception des éléments ci-dessous, le Groupe estime que la valeur comptable de ses instruments financiers figurant au bilan est proche de la juste valeur.

La juste valeur des actifs financiers courants tels que les SICAV correspond à leur dernière valeur liquidative connue (technique de valorisation de niveau 1).

La juste valeur de la trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires correspond à la valeur nominale en euros ou convertie en euros au cours de clôture. Le groupe estime que leur juste valeur est proche de leur valeur nette comptable car ce sont des actifs ou des passifs à très court terme.

Pour les emprunts à taux fixe tels que USPP 2008, USPP 2010, USPP 2011, USPP 2014, Emprunt SSD ainsi que les deux émissions obligataires, la juste valeur pour chaque emprunt est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux de marché correspondant à la devise des flux (EURO, GBP ou USD) à la date de clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts à taux variable tels que le Crédit Syndiqué 2012, l'USPP 2013, l'USPP 2014, L'Emprunt bancaire 2015 ou même certaines tranches de l'Emprunt SSD, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Il s'agit d'une technique de valorisation de niveau 2, basée sur des données de marché observables.

La Juste Valeur des instruments dérivés de change est égale à la différence entre le montant actualisé vendu ou acheté dans une devise (valorisé en euros au cours à terme) et le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours de clôture).

Pour les instruments dérivés de devises (essentiellement en livre sterling) la Juste Valeur est basée sur une actualisation des flux (intérêts à recevoir en livre sterling et à payer en euros ainsi que l'achat à terme de livre sterling contre euros) sur la durée restante de l'instrument à la date de clôture. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux de marché correspondant à la maturité des flux. Le montant actualisé des flux en livre sterling est converti au cours de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés de change et des instruments dérivés de devises fait appel à des techniques de valorisation qui s'appuient sur des données de marché observables (niveau 2) et selon les modèles de valorisation généralement admis.

Les natures de profits et de pertes constatés par catégorie d'instrument financier, se décomposent comme suit :

		Intérêts	Ajustements				Gains / (pertes) nets juin 2015	Gains / (pertes) nets juin 2014
			de juste valeur	du coût amorti	Ecart de change	Pertes de valeur		
<i>(millions d'euros)</i>								
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	ADE	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	PC	-	-	-	(5,2)	(1,8)	(7,0)	(0,7)
Actifs et passifs financiers à la JV par compte de résultat	JVCR	2,5	-	-	4,7	-	7,2	3,3
Dettes financières au coût amorti	CA	(41,8)	-	-	(3,1)	-	(44,9)	(41,7)
Total		(39,3)	-	-	(3,6)	(1,8)	(44,7)	(39,1)

Analyse de sensibilité

En raison du caractère international de ses activités, le Groupe est exposé à un risque de change découlant de l'utilisation de plusieurs devises étrangères même si des couvertures naturelles peuvent exister du fait de la correspondance des coûts et des produits dans de nombreuses entités du Groupe où les prestations de service sont fournies localement.

Risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2015 libellée en USD dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de l'USD ou des devises corrélées à l'USD s'élève à 10%.

Ainsi, une variation de 1% de l'USD contre toutes devises aurait un impact de 0.1% sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Risque de conversion

La devise de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euros les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Sur le premier semestre 2015, plus des deux tiers du chiffre d'affaires du Groupe résultaient de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 19% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est l'USD ou une devise corrélée à l'USD (y compris le dollar de Hong Kong) ;
- 9% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le yuan chinois ;
- 4% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar australien ;
- 4% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le réal brésilien ;
- 4% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar canadien.

Les autres devises, prises individuellement, ne représentaient pas plus de 4% du chiffre d'affaires du Groupe.

Ainsi, une variation de 1 % de l'euro contre le dollar américain et les devises corrélées auraient eu un impact de 0.19% sur le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2015 et de 0.22% sur le résultat d'exploitation du premier semestre 2015.

Risque de change financier

Le Groupe, s'il le juge nécessaire assure la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

De plus, lorsqu'un financement est mis en place dans une devise différente de la devise fonctionnelle du pays, le Groupe procède à des couvertures de devises ou de change pour les principales devises ou bien recourt à des prêts à perpétuité pour se prémunir du risque de change au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de sensibilité au 30 juin 2015 sur les instruments financiers exposés au risque de change sur les principales monnaies étrangères au niveau du Groupe (soit l'euro, le dollar américain et la livre sterling).

(millions d'euros)	Devises non fonctionnelles		
	USD	EUR	GBP
Passif financier	(1 052,5)	(70,1)	(166,0)
Actif financier	746,9	67,6	113,2
Position nette (actif-passif) avant couverture	(305,6)	(2,5)	(52,9)
Instruments financiers de couverture de change	368,4		52,4
Position Nette (Actif - Passif) après couverture	62,8	(2,5)	(0,4)
Impact d'une augmentation de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	(5,5)
Sur le résultat net avant impôts	0,6	(0,0)	(0,0)
Impact d'une diminution de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	(5,2)
Sur le résultat net avant impôts	(0,6)	0,0	0,0

Le Groupe est exposé à un risque de change inhérent à des instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités du Groupe. L'analyse de sensibilité ci-dessus présente l'impact que pourrait avoir la variation significative de l'euro, du dollar américain et de la Livre sterling sur le résultat et les capitaux propres en tant que devise non fonctionnelle. Dans le cas du dollar américain, ne sont pas incluses dans l'étude les entités pour lesquelles la devise fonctionnelle est une devise fortement corrélée au dollar américain (par exemple : les entités basées à Hong-Kong). De plus, les passifs libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité et ayant fait l'objet d'une couverture pour les convertir de façon synthétique dans la monnaie fonctionnelle, ne sont pas inclus. Les impacts d'une

variation de 1% sur les couvertures sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère qui font l'objet de cette analyse de sensibilité correspondent aux principaux postes du bilan de nature monétaire et plus particulièrement aux actifs financiers non courants et courants, aux créances clients et d'exploitation, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux dettes financières courantes et non courantes, aux passifs courants et aux dettes fournisseurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste à ne pas être exposé sur une longue période (plus de six mois) au risque d'augmentation des taux d'intérêts pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2015, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2015, l'échéance des actifs et dettes financières à taux fixe et à taux variable :

(millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total juin 2015
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux fixe	0,0	(951,2)	(789,2)	(1 740,4)
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux variable	(175,0)	(185,3)	(178,7)	(539,0)
Concours bancaires	(36,9)			(36,9)
TOTAL - Passif Financier	(211,8)	(1 136,5)	(968,0)	(2 316,3)
TOTAL - Actif Financier	198,2			198,2
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable avant couverture	(13,7)	(185,3)	(178,7)	(377,7)
Instruments financiers de couverture de taux				
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable après couverture	(13,7)	(185,3)	(178,7)	(377,7)
Impact d'une augmentation de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				(3,8)
Impact d'une diminution de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				3,8

Au 30 juin 2015, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture présentée dans le tableau ci-dessus, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de 3,8 millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans, soit 968 millions d'euros est essentiellement à taux fixe. Au 30 juin 2015, 76% de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

Note 19 : Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont le Groupe Wendel, actionnaire principal de la Société, ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général, mandataires sociaux de la Société.

Au 30 juin 2015, les montants comptabilisés au titre des rémunérations versées en France au Directeur Général (parts fixe et variable) et des plans de rémunération à long terme (options et actions de performance) qui lui ont été attribués sont les suivants :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2015	juin 2014
Salaires	1,1	1,0
Stock-options	0,3	0,2
Attribution d'actions gratuites	1,2	1,0
Total	2,6	2,2

Les montants indiqués correspondent à la juste valeur comptable des options et des actions conformément à la norme IFRS 2. Il ne s'agit donc pas des montants réels qui pourraient être dégagés lors de l'exercice des options de souscription si celles-ci sont exercées ou lors de l'acquisition des actions, si celles-ci deviennent acquises. Il est par ailleurs rappelé que ces attributions d'options et actions sont soumises à des conditions de présence et de performance.

La valorisation des actions correspond à la juste valeur évaluée selon le modèle Black-Scholes et non à une rémunération réellement perçue. Ces attributions d'actions de performance sont soumises à des conditions de présence et de performance.

Le nombre de stock-options détenues par les dirigeants clés s'élève à 720 000 au 30 juin 2015 (30 juin 2014 : 480 000), à une juste valeur par action de 2,69 euros (30 juin 2014 : 2,75 euro).

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux s'élève à 1 108 000 au 30 juin 2015 (1 048 000 au 30 juin 2014).

Note 20 : Evénements postérieurs à la clôture

Attribution d'options d'achat d'actions et d'actions de performance

Le Conseil d'Administration, réuni le 15 juillet 2015, a décidé d'attribuer des options d'achat d'actions et des actions de performance à 542 collaborateurs du Groupe dont le Directeur Général, correspondant à un total de 2 480 200 actions (1 136 200 actions de performance et 1 344 000 options d'achat d'action) soit environ 0,58% du capital social.

Le prix d'achat des options a été fixé à 20,51 euros correspondant à la moyenne sans rabais des premiers cours cotés aux 20 dernières séances de bourse précédant la date d'attribution.

Ces attributions sont soumises à plusieurs conditions de performance et de présence.

Acquisitions

En juillet 2015, Bureau Veritas a réalisé l'acquisition de l'entreprise chinoise Shanghai Xietong, spécialisée dans la supervision de projets de construction d'actifs industriels.

Financement

Le 8 juillet 2015, le Groupe a mis en place un nouveau placement privé sur le marché allemand de type « Schuldschein » pour un montant total de 200 millions d'euros. Ce financement comporte en tout quatre tranches (respectivement à taux fixe et taux variable et avec des maturités de cinq et sept ans).

Note 21 : Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale

Les entités mentionnées ci-dessus sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale car elles sont toutes contrôlées par Bureau Veritas. Le Groupe dispose de la majorité des droits dans les organes de direction ou dirige les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés.

Pays	Entreprises	Type	2015		2014	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Afrique du Sud	ACT	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Afrique du Sud	M&L Laboratory Services (Pty) Ltd	F	100,00	73,30	100,00	73,30
Afrique du Sud	Tekniva	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	Carab Technologies Pty Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Inspectorate Laboratories (Pty) Ltd	F	73,30	73,30	73,30	73,30
Afrique du Sud	BV South Africa	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Gazelle Pty Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Marine Surveying Pty Ltd	F	51,00	37,38	51,00	37,38
Algérie	BV Algérie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Certification Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BVCPS Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Construction Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Germany Holding GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Industry Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Technitas Central Europe	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Unicar GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	7 Layers Germany AG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Material Testing GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Allemagne	Wireless IP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV sa – Allemagne	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	One Tüv	F	66,67	66,67	66,67	66,67
Angola	BV Angola	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	MD Loss Adjusting and survey company Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Arabie Saoudite	Sievert Arabia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV sa - Arabie Saoudite	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV SATS	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Arabie Saoudite	Inspectorate International Saudi Arabia Co Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00
Argentine	BV Argentine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Inspectorate de Argentina SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	ACME Analytical Lab. (Argentina) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arménie	BIVAC ARMENIA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas HSE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Risk & Safety Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas International Trade Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Minerals Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Ultra Trace	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Inspectorate Australia Holdings Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Matthews-Daniel Int. (Australia) Pty	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Autriche	Bureau Veritas Certification Austria (ex Zertifizierung Bau)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	BV Azeri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Inspectorate International Azeri LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahamas	Inspectorate Bahamas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahrein	Inspectorate International (Bahrain) Ltd WLL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahrein	BV sa – Bahrein	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BIVAC Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BVCPS Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV Bangladesh Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV CPS Chittagong Ltd	F	99,80	99,80	99,80	99,80
Belarus	BV Belarus Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Certification Belgium	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	AIBV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Marine Belgium & Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Ghent NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Gordinne General International Surveyors NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Antwerp NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Unicar Benelux SPRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Euroclass N.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV sa - Belgique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BIVAC Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BV Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Société d'exploitation du guichet unique du Bénin (SEGUB)	F	51,00	46,00	51,00	46,00

Bermudes	Matthews-Daniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Bermudes	Matthews-Daniel Holdings (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Birmanie	Myanmar BV Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	BV Fiscalizadora Boliviana SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	BV Argentina SA succursale Bolivia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	BV Sarajevo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	Inspectorate Balkan DOO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BV do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BVQI do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autoreg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autovis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Loss Control do Brasil S/C Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Inspectorate do Brasil Inspeções Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Sistema PRI	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	ACME Analytical Laboratorios LTDA.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Matthews-Daniel do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Brunei	BV sa - Brunei	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	BV Varna	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Inspectorate Bulgaria EOOD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Burkina Faso	Bureau Veritas Burkina S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cambodge	Bureau Veritas (Cambodia) Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cameroun	BV Douala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Certification Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV I&F Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Chas Martin Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	T H Hill Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	OTI Canada Group	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Maxxam Analytics International Corp	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Henderson & Associates Petroleum Consultants Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Commodities Canada Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthews-Daniel Int. (Canada) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Canada	Matthews-Daniel Int. (Newfoundland) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Chili	BV Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BVQI Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BV Chile Capacitacion Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ECA Control y Asesoramiento (ex ECA Chile)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Cesmec Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Geoanalitica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Servicios de Inspeccion Inspectorate Chile Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ACME Analytical Laboratories S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Consulting Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	LCIE China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification China (ex Falide International Quality Assessment)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BIVAC Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV HK Ltd (009) branch Marine (338)	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Chine	BVCPS HK (mainly Taiwan branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Tecnitas far East	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Guangzhou BVCPS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Bosun -Safety Technology	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Safety Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	NDT Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV-Fairweather Inspection & Consultants	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Marine China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ADT Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	NS Technology	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Quality Services Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV 7 Layers Communications Technology (Shenzen) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BVCPS HK, HSINCHU BRANCH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Matthews-Daniel Int. (Hong Kong) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Chine	Shanghai Davis Testing Technology Co. Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Matthews-Daniel Offshore (Hong Kong) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Chine	CTS	F	100,00	100,00		
Chine	Shandong Hengyuan Engineering Consulting Co., Ltd	F	100,00	70,00		
Chine	BVCPS Shanghai (ex MTL Shanghai)	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	Inspectorate (Shanghai) Ltd	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	BV Shenzen	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Beijing Huaxia Supervision Co	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Shandong Chengxin Engineering Consulting & Supervision Co., L	F	70,00	70,00		
Chine	Ningbo Hengxin Engineering Testing Co Ltd	F	70,00	70,00		
Chine	BVCPS Jiangsu Co (JV)	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Zhejiang BVCPS Shenyue Co. Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	BV CPS Shenou (Wenzhou) Co,Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Beijing Huali BV Technical Service Co. Ltd	F	60,00	60,00		
Chypre	Bureau Veritas (Cyprus) LTD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BV Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BVQI Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ECA Colombie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Inspectorate Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ACME Analytical Lab. Colombia S.A.S.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	T H Hill Colombia, branch	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Tecnicontrol SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BV Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BIVAC Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée du Sud	BV Certification Korea (ex BVQI Korea)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée du Sud	BVCPS ADT Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée du Sud	7 Layers Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée du Sud	BV sa - Corée	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée du Sud	BV KOTITI Korea Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Côte d'Ivoire	BV Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Mineral Laboratories	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Scan CI	F	61,99	61,99	61,99	61,99

Croatie	BV Croatia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Inspectorate Croatia Ltd Doo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cuba	BV sa - Cuba	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV Certification Denmark	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV HSE Denmark	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV sa - Danemark	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	Watson Gray (Egypt) limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	Matthews-Daniel Int. (Egypt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Egypte	BV sa - Egypte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	BV Egypt	F	90,00	90,00	90,00	90,00
Emirats Arabes	Inspectorate International Ltd (Dubai branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Matthews-Daniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Emirats Arabes	BV sa - Abu Dhabi	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	BV sa – Dubai	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Sievert Emirates Inspection LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Equateur	BIVAC Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	BV Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	Inspectorate del Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	Andes Control Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Iberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Inversiones SA (ex Inversiones Y Patrimonios De ECA Global, S.A.)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Global'S Investments, Heritage And Assets, S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Entidad Colaborada De La Administración, S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Instituto De La Calidad, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Andalucía SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Española, S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Unicar Spain Servicios de Control S.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Formacion (ex ECA Instituto De Tecnología Y Formación, S.A.)	F	95,00	95,00	95,00	95,00
Estonie	BV Estonia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Inspectorate Estonia AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVHI – USA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Marine Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Certification North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVCPS Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BIVAC North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Bureau Veritas North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	One Cis Insurance	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Curtis Strauss	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	NEIS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Pledgeco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Holdco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Chas Martin Montreal Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	ANALYST, INC.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Matthews-Daniel Holdings Inc.	F	100,00	100,00	100,00	81,09

Etats Unis	ACME Analytical Laboratories USA, Inc.k.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	T H Hill Associates Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Unicar USA Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	7 Layers US	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Quiktrak Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	DTI Diversitech	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Matthews-Daniel Company Inc.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Etats Unis	Matthews-Daniel Marine Inc.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Finlande	Unicar Finland OY	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Finlande	BV sa – Finlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BVCPS France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CEP Industrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Sedhyca	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Tecnitas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	LCIE France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ECS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SOD.I.A	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Ecalis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Laboratoires	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CODDE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Logistique (ex BV Opérations France)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Infrastructures (ex Payma Cotas France)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SAS Halec	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC MALI	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Arcalia France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Océanic Développement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Medi-Qual	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ACR	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ACR Atlantique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar Group SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 1	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 2	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV sa – France	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV sa Mayotte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Coreste	F	99,60	99,60	99,60	99,60
France	Guichet Unique Commerce Extérieur & Logistique – GUCEL SAS	F	90,00	90,00	90,00	90,00
Fujairah	Inspectorate International Ltd (Fujairah branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Gabon	BV Gabon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Inspectorate Georgia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BIVAC Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BV Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Inspectorate Ghana Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Grèce	BV Certification Hellas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	BV sa - Grèce	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Guatemala	BVCPS Guatemala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BIVAC Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BV Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Equatoriale	BV Guinée Equatoriale	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Guyana	ACME Analytical (Lab.) Guyana Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie	BV Hongrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ile Maurice	BV sa - Ile Maurice	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVIS – India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVCPS India Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV Certification India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Inspectorate Griffith India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Civil Aid	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bhagavathi Ana Labs Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Sievert India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV sa – Inde	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BV Indonésie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	Inspectorate PT IOL Indonesia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BVCPS Indonésie	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Iran	BV sa - Iran	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Iran	Inspectorate Iran (Qeshm) Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Iraq	BV Iraq	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	BV Ireland Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Islande	Bureau Veritas Iceland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia Holding spa (ex BVQI Italie)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Nexta SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Inspectorate Italy srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	BV Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Human Tech	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Inspectorate (Singapore) Pte. Ltd., Japan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	7 Layers Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Kanagawa Building Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Denkihoan-hojin Co., Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Jordanie	BV BIVAC Jordan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Kazinspectorate Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Marine Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Kazakhstan Industrial Services LLP	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Kenya	BV Kenya	F	99,90	99,90	99,90	99,90
Koweït	Inspectorate International Limited Kuwait	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Koweït	BV sa – Koweït	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	Bivac LAO PDR	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Bureau Veritas Latvia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Inspectorate Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BV Lebanon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BIVAC Branch Lebanon	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Liberia	BIVAC Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BV Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Libye	Bureau Veritas Libya	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Lituanie	BV Lithuania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	Inspectorate Klaipeda UAB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Soprefira	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	BV Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Certification Malaysia (ex BVQI Malaysia)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Scientige Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Matthews-Daniel (Malaysia) SDN BHD	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Malaisie	BV Malaysia	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Inspectorate Malaysia SDN BHD	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Mali	BV Mali	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Inspectorate Malta Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	BV sa – Malte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV Maroc (ex BV Certification Maroc)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV sa – Maroc	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	BV sa - Mauritanie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVQI Mexique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BV Mexicana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVCPS Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Inspectorate de Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Chas Martin Mexico City Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Unicar Automotive Inspection Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Matthews-Daniel Mexico	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Monaco	BV Monaco	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mongolie	Bureau Veritas Inspection & Testing Mongolia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	BV Mozambique Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	BV sa – Mozambique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	TETE Lab	F	66,66	66,66	66,66	66,66
Mozambique	Bureau Veritas Controle	F	63,00	63,00	63,00	63,00
Namibie	Bureau Veritas Namibie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nicaragua	NI01b Inspectorate America Corp. - Nicaragua	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	Inspectorate Marine Services (Nigeria) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	BV Nigeria	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Norvège	BV Norway (ex Chemtox -Norge AS)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Inspectorate Norway	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Matthews-Daniel Int. (Norge) A/S	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Nouvelle Calédonie	BV sa - Nouvelle Calédonie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Zélande	BV Nouvelle Zélande	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Inspectorate International Limited Oman	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	BV sa - Oman	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Sievert Technical Inspection LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	Bureau Veritas Middle East Co. LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Ouganda	BV Ouganda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BV Pakistan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BVCPS Pakistan	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Panama	BV Panama	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Panama	Inspectorate de Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Papouasie Nouvelle Guinée	Succursale de BV Asset Integrity and Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	BIVAC Paraguay	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Inspectorate de Paraguay S.R.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BIVAC BV (ex BIVAC Rotterdam)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Inspection & Certification the Netherlands BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Risk Control BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Marine Netherlands	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Nederland Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspection Worldwide Services B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate International B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate IOL Investments B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Inpechem Inspectors B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Bonaire NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Andes Control Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	BIVAC Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	BV Pérou	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Inspectorate Services Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	ACME Analytical Lab. Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Tecnicontrol Ingenieria	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate International Ltd (Philippines branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	BV sa - Philippines	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Toplis Marine Philippines	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Pologne	BV Certification Pologne	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	ACME Labs Polska sp. z o. o.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Porto Rico	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BV Certification Portugal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Registro Int'l Naval	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Consultatorio y Servicios	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BIVAC Iberica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Inspectorate Portugal S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	BV sa - Qatar	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Inspectorate International Limited Qatar WLL	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Qatar	Sievert International Inspection WLL	F	49,00	34,30	49,00	34,30
République centrafricaine	BIVAC RCA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du congo	BIVAC RDC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du congo	SEGUCE RDC SA	F	100,00	100,00		
République Dominicaine	Inspectorate Dominicana S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	ACME Analytical Laboratories (R.D.) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Tchèque	BV Czech Republic	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	BV Romania CTRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Roumanie	Inspect Balkan SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification Holding	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification LTD – UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Inspection UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Weeks Technical Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas Consumer Products Services UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Tenpleth UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Casella consulting ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV HS&E	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV B&I Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV UK Holding Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate Holdings Plc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate International Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate (International Holdings) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	MatthewsDaniel Limited	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Royaume Uni	Matthews-Daniel Holdings Limited	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Royaume Uni	Matthews-Daniel Int. (London) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Royaume Uni	Matthews-Daniel Int. (Africa) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Royaume Uni	BV sa – Royaume Uni	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	BV Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Certification Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Inspectorate Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Unicar Russia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	LLC Matthews-Daniel International (Rus)	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Rwanda	BV Rwanda Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sainte Croix	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sénégal	BV Sénégal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Serbie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BVCPS Singapour	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Tecnitas	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BV Marine Singapore	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Atomic Technologies Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Inspectorate (Singapore) PTE Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Matthews-Daniel International PTE, Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Singapour	Sievert Veritas Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	CKM Consultants Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	7 Layers Asia Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Con Prod Services (P) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BV sa – Singapour	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovaquie	BV Certification Slovakia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	BV sa - Slovénie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BVCPS Lanka	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BV Lanka Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV Certification Sverige	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	LW Cargo Survey AB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV sa - Suède	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Suisse	BV Switzerland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	BV Certification Switzerland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Inspectorate Suisse SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Syrie	Succursale de Bivac BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tahiti	BV sa - Tahiti	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	7 Layers Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	MTL TAIWAN Branch of BV CPS HKG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV Certification Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BVCPS HK, Taoyuan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV sa - Taiwan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	Advance Data Technology	F	99,10	99,10	99,10	99,10
Tanzanie	BV Tanzania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tanzanie	BV-USC Tanzania Limited	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Tchad	BV Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BIVAC Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Société d'Inspection et d'Analyse du Tchad (SIAT)	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Thaïlande	BVCPS Thailand	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Sievert Thailand	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Matthews-Daniel Int. (Thailand) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Thaïlande	Inspectorate (Thailand) Co Ltd	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Thaïlande	BV Thailand	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	BV Certification Thailand	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Togo	BV Togo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	SEGUCE TOGO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Trinité et Tobago	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	BV sa -MST- Tunisie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	STCV - Tunisia	F	49,90	49,90	49,90	49,90
Turkmenistan	Inspectorate Suisse SA Turkmenistan branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BV Gozetim Hizmetleri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BVCPS Turkey	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BV Deniz Ve Gemi Sinif	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	ACME Analitik Lab. Hizmetleri Ltd. Sirk.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Inspectorate Uluslararası Gozetim Servisleri A.S	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Ukraine	BV Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	BV Certification Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Inspectorate Ukraine LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Inspectorate Uruguay Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BVQI Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BV Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	Inspectorate de Venezuela SCS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Vietnam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Certification Vietnam (ex BVQI Vietnam)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Inspectorate Vietnam Co. LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Matthews-Daniel Int. (Vietnam) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	81,09
Yemen	Inspectorate International Limited Yemen	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zambie	Bureau Veritas Zambia Limited	F	100,00	100,00		

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Pays	Entreprises	Type	2015		2014	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	7 Layers Ritt China	F	50,00	50,00	50,00	50,00
France	ATSI - France	F	49,92	49,92	49,92	49,92
Japon	Analysts Japon	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Jordanie	MELLTS	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Mexique	Analysts Mexico	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Pays-Bas	CIBV	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	BV EM & I Limited	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	Unicar GB Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	UCM Global Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Russie	BV Safety LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00

Société consolidée par quote-part des actifs et passifs

Pays	Entreprises	Type	2015		2014	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
France	GIE CEPI CTE ASCOT	F	55,00	55,00	55,00	55,00

2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2015 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2015)

Aux Actionnaires,

BUREAU VERITAS

67 – 71, boulevard du Château
92571 Neuilly-sur-Seine Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BUREAU VERITAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 1^{er} septembre 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Christine Bouvry

BM&A

Eric Seyvos

3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2015 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2015, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2015.

Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} septembre 2015

Didier Michaud-Daniel
Directeur Général de Bureau Veritas



Move Forward with Confidence

67/71, boulevard du Château – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.fr